

des prix et des taux d'intérêt confirme le retour tous les huit à dix ans de crises d'intensité variable, touchant plus ou moins l'ensemble des secteurs et affectant plus ou moins vite tous les pays développés. **Chaque cycle est ponctué par une crise.**

**Les crises présentent des caractères spécifiques selon le degré d'évolution des économies nationales.** Les **crises agricoles** furent longtemps des crises de sous-production dues aux mauvaises récoltes suivies de disettes avec flambée des prix, arrêt des achats de tissus et crise des industries manufacturières. La **crise mixte de 1846-1848**, la plus brutale et générale du siècle, débuta par de très mauvaises récoltes, la pénurie de céréales, la cherté du pain, et se prolongea par une crise textile, le gel des crédits bancaires, l'arrêt des chantiers de chemins de fer et le licenciement de 600 000 terrassiers. Ce n'est qu'à partir de 1883 que la France connaît de véritables **crises industrielles** de surproduction parfois déclenchées par la spéculation boursière. Dans les pays développés, même les crises agricoles sont désormais de surproduction.

Les crises cycliques en France et leurs caractères
<b>1788. 1799. 1810. 1818. 1825</b> : crises de type ancien d'origine et à prépondérance agricole.
<b>1846. 1847. 1857. 1866. 1873</b> : crises économiques mixtes agro-industrielles.
<b>1883. 1891. 1900, 1907, 1921. 1932, 1940</b> : crises économiques industrielles et financières.
<b>Les cycles s'estompent après 1945</b> : la croissance est pourtant ralentie en 1952 et 1963.
Les crises cycliques réapparaissent <b>en 1974 et 1983</b> (chocs pétroliers), en 1993 (crise asiatique), <b>2002</b> (bulle informatique), et <b>2008</b> (crise des <i>subprimes</i> aux États-Unis).

Schéma de l'évolution des indices économiques pendant un cycle Juglar				
Indices	Expansion	Crise	Récession	Reprise
Taux d'intérêt	faible	hausse brutale	très élevé	en baisse
Crédits	abondants	stoppés	très sélectifs	en expansion
Cours de Bourse	forte hausse	krach boursier	forte baisse	rachats
Investissement	élevés	stoppés, faillites	ajournés	innovations
Production	augmentation	stagnation	recul	relance
Emploi	embauches	licenciements	chômage maxi	légère reprise
Prix	baisse	forte baisse	baisse	stabilisation
Salaires	hausse	stabilisés	baisse	stabilisation
Consommation	hausse	réduction	restriction	reprise

#### b. Les phases des cycles quasi-décennaux

On distingue **quatre phases par cycle** : expansion, crise, récession, reprise. Pour Juglar, en phase d'**expansion**, le crédit bancaire facile et la spéculation boursière créent une euphorie et des investissements excessifs. Quand les espérances sont déçues, le crédit s'arrête, les cours s'effondrent : c'est le Krach boursier, et la **crise** s'installe. Les entreprises

ayant des stocks excessifs stoppent la production, licencient ou font faillite et le chômage s'envole tout au long de la **récession**. Quand les entreprises les plus solides retrouvent une rentabilité et relancent leurs productions, la **reprise** se produit et permet la relance.

### c. Les explications des crises économiques cycliques

Les économistes libéraux à la suite de l'anglais David **Ricardo** (1772-1823) ont expliqué ces crises par la **rupture accidentelle de l'équilibre** entre l'offre et la demande. La crise serait une crise de **surproduction de marchandises** due à un excès de crédit bancaire ou de monnaie en circulation : elle aurait un effet positif en éliminant les entreprises les moins productives ; la libre concurrence permettrait de restaurer un nouvel équilibre entre l'offre et la demande.

Dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, d'autres économistes, comme le Genevois Jean de **Sismondi** (1773-1842), et les socialistes utopistes ont expliqué la rupture de l'offre et de la demande par la **sous-consommation** et l'insuffisance du pouvoir d'achat des populations laborieuses. Le machinisme n'aurait fait qu'aggraver le chômage et la misère.

Pour Karl **Marx** (1818-1883), les crises ne sont pas des accidents car elles sont le produit logique du capitalisme. Elles ne sont pas tant dues à la surproduction ou à la sous-consommation qu'à un excès d'accumulation de capital fixe investi entraînant la **baisse de la rentabilité du capital** ; par suite, les capitalistes aggraveraient nécessairement l'exploitation de la force de travail pour rétablir leur taux de profit.

Pour John Maynard **Keynes** (1883-1946), les fluctuations de la propension à consommer et de l'incitation à investir expliquent les cycles économiques qui seraient une rupture de la demande globale des salariés comme des entreprises. Mais c'est surtout aux « **fluctuations de l'efficacité marginale du capital** qu'il faut attribuer, dit-il, les caractéristiques essentielles du cycle économique ». D'après lui, la baisse des taux de l'intérêt ne suffit pas à opérer la relance ; il faut que l'État intervienne pour recréer la propension à consommer et l'incitation à investir afin de rétablir la confiance des entrepreneurs.

## 3. Les mouvements et les crises de longue durée

**L'existence de crises cycliques plus profondes et plus longues a fait émettre l'hypothèse de cycles et de crises de longue durée.**

### a. Les mouvements longs Kondratieff

Les contemporains avaient déjà observé une période de profondes difficultés économiques dans les années 1880-1890 : La « Grande dépression ». L'économiste soviétique Nicolas **Kondratieff** (1893-déporté au Goulag-1938) mit en évidence l'existence de **cycles longs des prix de gros et des taux de croissance de production de marchandises**. Les cycles Kondratieff comprendraient deux longues phases de vingt à trente ans : une première de forte hausse des prix et des productions ; une seconde de baisse des prix et de ralentissement de la croissance.

### 3. Quel avenir pour la France ?

Pourtant, la France ne connaîtra pas « des lendemains qui chantent ». En dépit de l'effort des travailleurs, l'unité nationale ne résiste pas aux divergences qui s'élevèrent à propos de l'avenir politique et économique de la France et de sa place dans le monde. Comment reconstruire la République ? Comment financer la modernisation du pays ? Par une politique indépendante et la défense du franc ? Par l'aide financière des États-Unis plus puissants que jamais ?

#### a. Le conflit constitutionnel et l'échec du tripartisme

C'est à propos de la future **Constitution** que les premières divergences se manifestent entre de Gaulle et les forces politiques. De Gaulle désire un pouvoir exécutif fort, car il se défie du « régime des partis ». Le PCF aspire à une « démocratie nouvelle » avec une Assemblée constituante souveraine. La SFIO refuse à la fois la rupture avec de Gaulle et l'union avec le PCF : elle prône une « troisième voie ». De Gaulle, la SFIO et le MRP appellent à voter OUI à la limitation des pouvoirs de l'Assemblée constituante au référendum du 21 octobre 1945, mais le NON prôné par les communistes et les radicaux obtient quand même 33 % des suffrages. Aux élections législatives qui ont eu lieu le même jour, le PCF devient le premier parti de France. Ne pouvant imposer ses conceptions constitutionnelles face à la majorité parlementaire, **de Gaulle démissionne le 20 janvier 1946.**

Refusant le « tête à tête » avec les communistes, les socialistes prennent alors la direction d'un **gouvernement tripartite** avec le PCF et le MRP. Mais le projet constitutionnel socialo-communiste se heurte à l'opposition de de Gaulle et du MRP, et il est rejeté par le référendum du 5 mai 1946. Aux législatives suivantes, le MRP devance le PCF et dirige à son tour un gouvernement tripartite. De Gaulle relance alors son projet de règne présidentiel (« **Constitution de Bayeux** ») : il est inspiré par les partis. Mais le nouveau projet constitutionnel de compromis n'est ratifié en octobre 1946 que par 36 % des inscrits. **La IV<sup>e</sup> République est dès lors fragilisée.**

Aux législatives de novembre, le PCF progresse et obtient 28.6 % des voix. Thorez a beau déclarer que le PCF envisage « pour la marche au socialisme d'autres chemins que ceux suivis par les communistes russes » et proposer « un programme acceptable par tous les républicains dans le cadre du système parlementaire », sa candidature pour diriger le gouvernement est rejetée.

**Léon Blum** forme alors un gouvernement socialiste homogène qui prend des décisions capitales en politique coloniale et étrangère. Le socialiste Ramadier formera ensuite un dernier gouvernement tripartite avant d'évincer les ministres communistes le 5 mai 1947. **Gaullistes et communistes, les principales forces de la Résistance, sont désormais dans l'opposition.**

Suffrages en %	Mai 1936	21/10/1945	02/06/1946	10/11/1946
PCF	15.4	26.2	26	28.6
SFIO	19.9	23.8	21.1	17.9
MRP	-	24.9	28.1	25.4
Radicaux	22.1	11.1	12.8	12.4
droites	12,5	14	12	14.4